

Prométhée

Journal communiste militant

Numéro 68

mai 2007

Le PCF et Trotsky

ou

les premières années du communisme en France (1914 – 1927)

En cette année du 90e anniversaire de la Révolution d'octobre, il nous a paru utile de regrouper dans un seul numéro les diverses études effectuées par *Prométhée* depuis sa fondation en 1989. Ces études, revues et augmentées, mettent en évidence le rôle trop souvent ignoré ou occulté de ces militants syndicalistes révolutionnaires et socialistes qui refusèrent la capitulation des directions ouvrières un certain août 1914. Leur combat, qui les menèrent à la création du PCF à Tours en 1920, rencontra Trotsky puis la Révolution d'octobre. Ce dernier joua tout au long de cette période un rôle déterminant. La prise en main du PCF par les « bolchévisateurs » puis par les staliniens se fit en éliminant les militants du Comité de la 3e Internationale qui ne renièrent pas leur convictions. Enfin, nous portons une attention toute particulière à l'un d'entre eux : Alfred Rosmer.

EN FEVRIER 1922, Lénine soulignait que « *La transformation d'un parti européen ancien, parlementaire, réformiste dans les faits et à peine teinté de couleur révolutionnaire, en parti de type nouveau, réellement révolutionnaire, réellement communiste, est une chose extrêmement ardue. L'exemple de la France est sans doute celui qui montre le plus nettement cette difficulté.* » [1] Cette opinion résume parfaitement la crise que traverse alors la Section française de l'Internationale communiste. Le 4^e congrès de l'IC, en novembre-décembre 1922, en adoptant un programme de travail et d'action pour la SFIC et en tranchant la composition de sa direction avait mis un terme à une crise qui aurait pu emporter définitivement le tout jeune PCF.

Depuis le congrès de Tours, le PCF « tournait » sur l'équilibre entre le centre et la gauche. Les représentants du centre, Frossard et Cachin, avaient, à leur retour de Russie, fait pencher la balance vers l'adhésion à la 3^e Internationale ; mais le centre n'en n'était pas devenu pour autant communiste. La gauche, ou l'ancien Comité de la 3^e Internationale, regroupait les militants du Parti socialiste et de la CGT qui n'avaient pas sombré dans l'union sacrée au début de la 1^{ère} guerre mondiale, qui avaient fait corps avec la Révolution russe et adhéré à l'Internationale communiste dès sa création en 1919.

Au 2^e congrès du PCF, à Paris en 1922, le centre avait voté les résolutions politiques de la gauche tout en cherchant à écarter totalement la gauche du Comité directeur. A ce congrès, Cachin n'avait pas dissimulé les intentions du centre : « *Au nom du centre, je déclare que nous prendrons seuls la direction du parti.* » [2] Cela se traduit en autres

manœuvres bureaucratique par l'éviction de Souvarine, membre de l'exécutif de l'IC, de la direction du *Bulletin communiste* [3] et son remplacement par Paul Louis, journaliste de profession qui collaborait à divers journaux bourgeois. En signe de protestation Loriot, Dunois, Treint et Vaillant-Couturier démissionnent du Comité directeur.

Alors la gauche entreprend la sortie du *Bulletin communiste international*. Dans le numéro du 26 octobre 1922, Souvarine résume très bien l'état d'esprit du centre : « *La grande majorité du Parti, reconnaissant la valeur des conceptions de l'Internationale, s'orientait selon la direction que la gauche avait toujours cherché à lui donner. Le centre, qui ne manque pas d'un certain flair politique, s'en aperçut à temps et fit sien le programme de la gauche. (...) L'union du centre et de la gauche, préconisée par l'Internationale, se réalisait donc en apparence. Mais en réalité, le centre ne songeait qu'à sa revanche.* » Dans le même numéro Dunois écrivait ce passage prémonitoire : « *L'espérance de la gauche a vécu. Son optimisme généreux a reçu le démenti des faits. L'union du centre et de la gauche, qui pouvait sauver le Parti du confusionnisme mortel où se débattait sa faiblesse, ne s'est pas accomplie au congrès national. J'ai maintenant la ferme certitude qu'à aucun moment, les chefs du centre n'ont sincèrement voulu l'union avec la gauche, et que c'est délibérément qu'ils ont, en vue du port, fait échouer l'esquif qui portait le communisme et sa fortune.* »

Le 4^e congrès de l'IC tranchera, sous l'impulsion de Trotsky, la crise qui secoue le PCF. Le nouveau comité directeur est composée de 10 représentants du centre, 9 de la gauche et 4 pour la tendance Renault, et rétablit Souvarine

comme directeur du *Bulletin communiste*. Après la démission de Frossard, le bureau politique est composé de Cachin, Sellier et Marrane pour le centre, de Rosmer, Souvarine et Treint pour la gauche et de Werth pour la tendance Renoult. Le PCF est donc remis sur les rails du congrès de Tours et début 1923 voit adhérer Barbusse et les syndicalistes révolutionnaires Monatte et Monmousseau. Souvarine, enregistrant cet important apport de forces révolutionnaires restées à ce jour en dehors du PCF, écrit : « *Enfin, la condition capitale assurant la continuité du développement du Parti dans le sens révolutionnaire et prolétarien se réalise progressivement ; c'est la fusion des syndicalistes révolutionnaires et des communistes. Nous n'avons cessé de dire et de répéter, avant et après Tours : le Parti ne sera communiste qu'avec l'adhésion des syndicalistes vraiment révolutionnaires, c'est-à-dire des communistes qui restent en dehors du Parti. Maintenant, la présence des fondateurs de La Vie ouvrière parmi nous donne à la classe ouvrière, à l'Internationale, la certitude de l'existence d'un vrai Parti communiste en France.* » [4]

Sous le drapeau de « l'anti-trotskyisme »

À la mort de Lénine, la lutte qui oppose d'un côté Zinoviev, Kamenev et Staline et de l'autre côté Trotsky et l'Opposition de gauche dans le Parti communiste russe atteindra l'IC et plus particulièrement sa section française. La lutte contre le « trotskysme » devenait le cheval de bataille contre tous ceux qui s'opposaient à la politique de Zinoviev à la tête de l'IC et de Treint à la direction du PCF. Cette question, comme on va s'en rendre progressivement compte, n'est pas seulement une question d'histoire. Elle est une question politique.

En juillet 1924, Souvarine est exclu pour « indiscipline ». En décembre de la même année c'est le tour de Monatte, Rosmer et Delagarde. Les procureurs inaugurent l'argumentation massue qui fera florès à l'époque du stalinisme flamboyant. La motion d'exclusion stipule : « *les armes ramassées par Monatte, Rosmer et Delagarde dans l'arsenal de Pioch et de Frossard sont à l'heure actuelle reprise par toute la bourgeoisie et dirigée contre le Parti et l'Internationale. Ainsi, Monatte, Rosmer et Delagarde participent à l'offensive antiprolétarienne et anticommuniste menée par les forces combinées du fascisme démagogique et du bloc des gauches fascisé.* » [5] Et pour l'ironie de l'histoire, Doriot asséna la sentence dans *L'Humanité* du 7 décembre 1924 : « *Choisir le moment où le fascisme s'organise puissamment en France pour lancer un libelle tendant à dénigrer la direction du Parti c'est trahir la classe ouvrière.* » Même si l'artisan de ce verdict injuste et politiquement sans fondement n'est autre que Treint, exclu en 1926 pour... « trotskysme », c'est de la pure phraséologie stalinienne.

L'offensive contre ces militants du Comité de la 3^e Internationale et, sauf Souvarine, issus du syndicalisme révolutionnaire, ayant participé à la préparation de la conférence de Zimmerwald à une époque où le Parti socialiste se vautrait dans l'union sacrée, ayant été membres (comme Rosmer) de l'IC avant le congrès de Tours ne pouvait que remplir d'aise le centre qui avait déjà tenté de les éliminer de la direction du Parti en 1922. Cette offensive avait été lancée par Treint dans le *Bulletin communiste*, repris en main depuis l'exclusion de Souvarine, avec l'article intitulé *Contre la droite internationale*. Cet article réquisitoire, long de sept pages, est un chef d'œuvre de

confusionnisme, de suivisme et d'absence d'analyse politique. Les mœurs de la « bolchévisation » se mettent en place : la déformation des faits voir leur falsification, l'accusation sans preuves, l'argument d'autorité prennent le pas sur la confrontation d'idées et le débat politique. Dans cet article, on relève les perles suivantes : « *Ce qui trouble quelques camarades, qui sont parmi les meilleurs, c'est que notre droite actuelle est issue de l'ancienne gauche. On s'était habitué dans le Parti à voir en des hommes comme Souvarine, Rosmer et Monatte des guides éprouvés et sûrs.* » ; « *L'histoire nous montre que le mouvement ouvrier doit employer beaucoup de ses énergies à éliminer les erreurs présentes de quelques-uns qui, dans le passé, l'ont le mieux servi. Et puis, nous ne sommes pas un tribunal de moralité chargé de juger si les intentions de Rosmer, de Monatte, de Souvarine ou de Trotsky sont pures.* » [6]

Dans le même article, Treint sonne la charge contre Monatte accusé d'être « *un reflet atténué de l'anarcho-syndicalisme.* » en réduisant le rôle des cellules d'usines et surtout en voulant constituer « *un réseau de commissions syndicales indépendantes de la direction du Parti.* » À l'époque il est encore possible, parfois, de répondre quand on est mis en cause. Monatte obtiendra ce droit. Il conteste l'assertion de Treint sur les commissions syndicales, note que Sémard en a vaguement souvenir, que le délégué de l'Internationale syndicale rouge n'en a, lui, aucun souvenir et que, surtout, le procès-verbal de la réunion a disparu ; puis il rétablit les faits : « *En réalité, il n'a jamais été question de constituer un réseau de commissions syndicales indépendantes de la direction du Parti. Il a été uniquement question de faire vivre ces commissions d'une vie réelle. Cela m'aurait suffi, car je sais bien que la présence et l'action des ouvriers auraient tonifié le Parti, l'auraient non seulement prolétarisé mais auraient fait dans son sein un contre-poids nécessaire à l'esprit parlementaire et à l'esprit blanquiste ou putschiste.* » [7]

Dans sa réponse à Treint, Monatte posait politiquement les vrais problèmes ; ceux que les « zinoviévistes » ne voulaient pas voir soulever. Ils se sentaient plus puissants sur le terrain de l'invective, car on élimine pas aussi facilement que ça du Parti ses éléments révolutionnaires. De plus Treint se devait d'aller vite en besogne, mettre l'IC devant le fait accompli en exploitant à Paris le conflit qui commençait à Moscou pour prouver en France l'existence d'une fraction de la prétendue droite internationale qui aurait à sa tête Trotsky. En effet, dans une lettre à Zinoviev, datée du 10 septembre 1923, Humbert-Droz, délégué de l'IC auprès du PCF, écrivait : « *Rosmer me paraît le seul qui ait l'autorité nécessaire et en même temps le doigt indispensable pour être secrétaire général du Parti.* » [8] Mais, il n'était pas question pour Zinoviev, en lutte contre Trotsky, de voir à la direction du parti français un homme lié à ce dernier depuis la 1^{ère} guerre mondiale.

Treint s'attaqua ensuite à *L'Humanité* qui « *ferait perdre au Parti sa claire figure communiste.* » Rien que ça ! Responsables de plusieurs rubriques du quotidien du PCF, Monatte, Rosmer, Charbit, Antonini, Godonnèche et Chambelland démissionnent courant avril 1924. Le *Bulletin communiste* du 23 mai 1924 publie leurs lettres d'explication. Voici leurs principaux arguments : « *Nous le faisons avec le sentiment qu'un travail urgent de redressement du Parti s'impose.* » Puis ils expliquent le sens politique de leur geste : « *Nous rentrons dans le rang. Nous y serons plus à l'aise*

pour défendre notre point de vue : celui d'un Parti communiste où les ouvriers ne seraient pas des figurants, mais le vrai moteur de l'organisme tout entier. D'un Parti communiste qui comprendrait la nature et l'importance exactes du travail syndical. D'un Parti communiste où le centralisme mécanique céderait la place au centralisme animateur. D'un Parti communiste d'où seraient bannies les crises artificielles de direction qui démoralisent et détournent de leur travail les militants du rang. D'un Parti communiste qui aurait à cœur d'être une vraie section de l'Internationale. »

Même si la campagne pour les élections législatives de 1924 se déroule sous le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan contre le bloc national (droite bourgeoise) et contre le bloc des gauches (Parti socialiste allié au Parti radical) [9] ; il existe des relents non négligeables de parlementarisme dans le PCF. Les démissionnaires constatent que « *A l'heure où la campagne électorale bat son plein et où le Parti donne l'impression qu'il y participe surtout dans l'intention de conquérir des sièges, il est normal que des membres du Parti issus du syndicalisme révolutionnaire soient traités en pestiférés et même menacés d'exclusion. »*

Déjà en juillet 1924, au 5^e congrès de l'IC, celui dit de la « bolchévisation », Souvarine avait été exclu pour « *des conceptions et des pratiques personnelles complètement inadmissibles et incompatibles avec le mouvement communiste. »* [10] Derrière ces propos moralistes se cachent l'énervement de Zinoviev et de Treint parce que les positions de l'opposition russe étaient publiées dans le *Bulletin communiste* [11] Mais surtout, Treint et Zinoviev ne pardonnent pas à Souvarine d'avoir fait voter le 24 mars 1924 au comité directeur une motion condamnant les attaques contre Trotsky sans pour autant se déclarer solidaire de l'opposition russe ; seuls Treint et Suzanne Girault votèrent contre cette motion. Dans son article *Contre la droite internationale*, Treint présente ainsi les événements : « *Souvarine a fait voter à notre comité directeur, qui s'est laissé surprendre [souligné par la rédaction de Prométhée] une résolution sur la question russe qui, sous des dehors d'impartialité, constituaient une véritable déclaration de guerre au Comité central russe. Quand Souvarine, si bien informé des choses de l'Internationale, a-t-il dénoncé l'opportunisme de la direction du Parti polonais ? Il est vrai que le Comité central polonais a voté une résolution analogue à celle de Souvarine. »* [12] Alors, l'acte qualifié d'indiscipline que constitua la publication, après une souscription militante, du *Cours nouveau* de Trotsky n'était plus que la dernière péripétie.

Comme on peut s'en rendre compte la lutte contre le « trotskysme » prit très rapidement en France un tour extrême, voire même l'allure d'un acharnement. Il faut aller chercher les raisons de cet acharnement dans la popularité dont jouissait Trotsky dans le PCF à l'époque. Dans leur marche au communisme les premiers résistants à l'union sacrée, le noyau de *La Vie ouvrière*, rencontrèrent Trotsky à Paris et préparèrent avec lui les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. [13] De plus, Trotsky, président de la commission française de l'IC, avait joué un rôle moteur dans les conclusions du 4^e congrès de l'IC en solutionnant la crise ouverte dans le PCF. Fait remarquable, en janvier 1924, lors de la mort de Lénine *L'Humanité* associe Lénine et Trotsky ; le 23 sous le titre *Lénine est mort*, deux photos une de Lénine seul et une avec Kamenev et Trotsky ; le 25 un éditorial

intitulé *Adieu Illitch ! Adieu chef !* signé Léon Trotsky ; le 27 une photo avec la légende suivante : « *Lénine parlant aux volontaires partant pour le front polonais à Moscou, place du Théâtre en 1920. »* Au pied de l'estrade un certain Lev Davinovitch Bronstein (il disparaîtra dans la version stalinienne de cette photo) A cela, ajoutons que Rosmer fut membre de l'IC avant le congrès de Tours, qu'il est signataire du Manifeste adopté par son 2^e congrès, en juillet 1920, et qu'il est également signataire avec Lénine, Trotsky, Zinoviev entre autres du télégramme de l'Exécutif de l'IC au congrès de Tours (plus connu sous le nom de télégramme Zinoviev) ; télégramme qui, avec l'intervention de Clara Zetkin, conduira finalement la majorité du 18^e congrès du Parti socialiste à adhérer à la 3^e Internationale. En excluant ces camarades du PCF, en 1924, ce sont ses véritables fondateurs qui sont expulsés. Les zinoviévistes font, peut-être sans le savoir ni le vouloir, le jeu du centre qui pour le moment les soutient.

Le Comité de la 3^e Internationale véritable fondateur du PCF

C'est dans ce contexte qu'éclate la révolution russe. Alors que Cachin, en tant que représentant de la France impérialiste, part à Petrograd pour convaincre Kérensky de poursuivre l'effort de guerre aux côtés de l'Entente; les militants du CRR (Comité pour la reprise des relations internationales) deviennent les militants de la révolution russe. Non comme ces catégories d'extra-terrestres que l'on peut parfois encore voir sur les trottoirs des manifestations parisiennes mais comme des militants participants au même mouvement révolutionnaire.

Le 8 mai 1919, le CRR décide de se transformer en Comité de la III^e Internationale et donne son adhésion à celle-ci. Selon ses statuts, le Comité se donne pour objectif « *d'amener l'ensemble des organisations ouvrières, socialistes, communistes et révolutionnaires à rejoindre la III^e Internationale et de propager parmi les masses et les organisations prolétariennes les principes communistes. »* Dans leur action, ils peuvent faire leur ce qu'écrivait Monatte dans la circulaire de lancement de *la Vie ouvrière* en avril 1919 : « *Il s'agit d'abord de voir bien clair et de faire voir clair autour de nous. Etude, propagande, travail constructif doivent marcher de pair avec le coup de balai dans la maison du peuple et par tout le pays. »* [14]

De mai 1919 à mars 1920, le Comité de la III^e Internationale n'a pas de moyen d'expression propre, c'est *la Vie ouvrière* qui prend en charge l'information sur l'action pour l'adhésion au communisme. C'est ainsi qu'au fil des numéros on apprend que se constitue des groupes dans tel ou tel département, que telle ou telle section de la SFIO adhère au Comité. Si certains de nos lecteurs se mettaient à rêver en s'imaginant ces années de luttes comme une progression continue, il faudrait les en détromper. Les difficultés sont nombreuses tant sur le plan du combat politique que sur les questions d'organisation et en particulier celle des finances et de la diffusion du journal. Dans une réunion Monatte évoquera plus d'une fois ces problèmes. A titre indicatif *la Vie ouvrière* tire chaque mois à 25 000 exemplaires et possède un peu plus de 2 000 abonnés. C'est à partir du 1^{er} mars 1920 que le Comité éditera un bimensuel qui deviendra un hebdomadaire : *le Bulletin communiste* dirigé par Souvarine.

Tout comme aujourd'hui, à l'intérieur du parti il n'est facile de convaincre les zimmerwaldiens de cœur de ne pas faire

bloc, au nom de l'unité, avec le centre dit "reconstructeur" (de la IIe Internationale) dirigé par Longuet. Lorient critiquera cette attitude qui finalement ne fait que conforter la direction de la SFIO : « *La majorité reste sur son terrain. La minorité longuetiste et certains zimmerwaldiens paraissent décidés à commettre la funeste erreur de faire au prochain congrès bloc avec elle. Je lutte de toute mon énergie contre cette défaillance qui enlève toute signification à l'opposition.* » [15] Confronté à une réalité assez difficile, le Comité fonctionne comme une fraction. Il agit avec une extrême rigueur car il pense que c'est une nécessité pour affronter les réformistes, les dirigeants de la SFIO et faire basculer les organisations ouvrières dans le communisme. Le camp des réformistes est fortement organisé, il dispose de la direction du parti, des députés et de *l'Humanité* laquelle est quasiment fermée aux révolutionnaires. Le Comité sait qu'il n'y aura pas de ralliement spontané que tout dépend à la fois de la lutte de classe et de l'action de ses militants et sympathisants. Les idées ne peuvent se répandre, ne peuvent devenir forces matérielles que si elles sont portées par une structure politique organisée, alors le Comité se structure : ses membres ont une carte, payent des cotisations régulières, participent aux réunions. Les statuts de 1921 [16] instaure un bureau de quatre camarades nommés par la commission exécutive de 20 membres, elle-même élue par une assemblée plénière. Il existe, en outre, des sections locales.

En été 1920, ce sont trois représentants de ce Comité qui participeront au 2e congrès de l'Internationale communiste en 1920 : Lefebvre, Vergeat et Lepetit, lesquels périront en mer sur le chemin du retour. A ce congrès il y avait également Rosmer qui fut élu au Comité exécutif de l'IC. Il y avait aussi Cachin et Frossard mandatés par le congrès de Strasbourg de la SFIO pour prendre contact avec les bolcheviks. Il faut dire qu'à ce congrès, tenu en février 1920, le Comité de la IIIe Internationale avait obtenu 1621 mandats pour l'adhésion contre 3031.

Les rencontres des deux délégués du centre avec la direction de l'IC et le congrès montreront l'ampleur de la tâche à accomplir pour que la vieille SFIO, ou sa plus grande majorité possible, devienne membre de la IIIe Internationale. Lors d'une rencontre, Cachin et Frossard durent affronter des questions sans complaisance. Radek leur demande « *Vous avez reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat, mais en termes généraux. Comment l'entendez-vous en fait ?* » Zinoviev s'interroge sur le devenir de la conférence des reconstructeurs inspirés par Longuet. Boukharine pose la question qui fait mal : « *Condamnez-vous l'attitude de trahison du parti pendant la guerre ?* ». Sadoul s'inquiète sur leur attitude vis-à-vis des marins de la Mer Noire (Marty et Tillon entre autres). Lozovsky pose cette question, que je soumet également à tous ceux qui ne jurent que par l'Organisation internationale du travail : « *Que pense le parti de la nomination d'Albert Thomas au Bureau international du Travail ?* » [17] Et pour se faire plaisir nous finirons avec la question de Chabline : « *Quelle sera votre attitude vis-à-vis de votre gauche communiste ?* » [18] Dans son compte rendu Frossard dit qu'avec Cachin ils ont répondu à toutes les questions sauf à celle de Boukharine car elle portait atteinte à la dignité de leur parti. En réalité les deux compères n'avaient peut-être pas complètement tiré toutes les leçons de leurs erreurs passées.

La discussion sur l'éventuelle adhésion de la SFIO fut assez dure au congrès de l'IC. Parmi les représentants français

présents, Raymond Lefebvre insista sur le rôle néfaste des dirigeants de la SFIO dans la grève des cheminots de mai 1920, il déclare « *seul le défectionnisme des chefs a causé la défaite* » et il conclut en se prononçant pour la création d'un parti communiste totalement étranger à la politique suivie jusqu'à ce jour par la direction de la SFIO. Guilbeaux, qui vivait à ce moment à Moscou renchérit sur ces propos, pour lui « *Le PS français est en général un parti parlementaire qu'il est impossible d'accepter ici malgré les déclarations de ses représentants. La scission qui s'impose n'est malheureusement pas accomplie et ce n'est que lorsqu'elle sera faite, qu'il y aura en France un PC auquel adhéreront les partisans du camarade Lorient et les syndicalistes de la nuance Rosmer-Monatte.* » [19] Le résultat final du congrès fut proposé par Zinoviev : l'adhésion de la SFIO sera possible si elle fait sienne les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

C'est sur ces bases que se prépare le congrès de Tours. Dans leur tour de France Cachin et Frossard feront effectivement campagne pour l'adhésion, mais sur la question de la modification de la politique du parti et la situation en France ils ne se distinguent guère de la fraction Longuet. Pour aller plus loin que les positions défendues par ceux qui revenaient de Moscou, le Comité de la IIIe fut mis en difficulté par la bourgeoisie française. En effet, depuis mai 1920 ses principaux animateurs sont en prison préventive sous le motif de complot. Monatte, Lorient, Souvarine et Monmousseau ne seront libérés qu'au début de 1921. Cela ne les empêcha pas de faire parvenir leurs opinions depuis leur cellules, mais les membres du Comité se devaient d'assurer l'action pour leur libération, chose que ne faisait pas les dirigeants de la SFIO, y compris les ralliés à l'adhésion à l'IC. Dans *la Vie ouvrière* du 26 juin 1920, Raymond Lefebvre écrivait : « *Le complot aura eu ce mérite énorme de révéler aux socialistes, à l'immense majorité des militants que leur parti n'était ni révolutionnaire, ni pur de toute compromission bourgeoise, puisque la bourgeoisie se met en 1920 à poursuivre un Comité coupable de pratiquer ce que le parti transgresse.* »

La « bolchvisation » ou la première « mutation » du PCF

L'Exécutif élargi de l'IC déclarait en 1925 que « *La bolchévisation consiste à savoir appliquer les principes généraux du léninisme à chaque situation concrète dans chaque pays* » et ajoutait que « *La bolchévisation des sections de l'Internationale communiste consiste à étudier et à appliquer dans l'action l'expérience acquise par le Parti Communiste russe.* » [20] Comprenne qui pourra !

Une chose est certaine, les Zinoviev, Treint et autres Ruth Fischer en Allemagne développèrent une pratique identique : écraser toute forme d'opposition, stériliser tout débat politique, réaliser le monolithisme idéologique pour atteindre les « 100 % de léninisme » comme l'écrivait un certain AL (sûrement Gulaski, représentant de l'IC à Paris) dans *Les Cahiers du bolchevisme* (publiés en remplacement du *Bulletin communiste*) du 24 novembre 1924. Pour atteindre ce but, une seule solution : « *Les camarades comprennent que seules la théorie, la pratique et la politique données par Lénine et appliquées par ses élèves, sont vraiment justes et toutes les autres méthodes et théories développées même par les meilleurs révolutionnaires (comme Trotsky et Rosa Luxemburg) sont fausses et ne sont que survivances des anciennes méthodes et théories de la gauche social-*

démocrate. »

Ce ne devait pas être facile pour un militant de base dans sa cellule d'usine de demander à son secrétaire comment on pouvait être à la fois un des meilleurs révolutionnaires et être un social-démocrate de gauche. Le corps Lénine emprisonné dans son mausolée comme une divinité, la pensée et l'action étaient figées dans les canons édictés par les grands prêtres du « léninisme », même si ces canons pouvaient varier brusquement et sans explication alors les opposants devenaient des éléments de droite anticommuniste. Le fond politique cédait la place à la caporalisation, à la bureaucratisation et à la castration politique.

Dans leur lettre aux membres du PCF, datée du 22 novembre 1924 qu'ils rendent publique après le refus de la direction de la publier dans la presse du Parti et qui sonnera le glas de leur appartenance au PCF, Monatte, Rosmer et Delagarde dénoncent ce processus : « *Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti, on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on doit obéir sans comprendre et surtout sans murmurer autre chose que le sacramental : Capitaine vous avez raison !* [21] *Une mentalité de chambre se crée et des mœurs de sous-offs s'installent. Il n'est question que de l'appareil à faire fonctionner, de permanents à installer. Bientôt la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'État français.* » Nous nous permettons de demander à nos lecteurs, membre d'une organisation du mouvement ouvrier et qui auraient des doutes sur l'efficacité de « leur parti » de méditer cette citation.

L'appareil devient la prune des yeux du Parti. Dans les thèses sur la tactique du PCF et sur les problèmes posés devant l'IC, adoptées à l'unanimité du Comité directeur moins deux contre (Monatte et Souvarine) et une abstention (Rosmer) [22] on remarque, à propos de la lutte dans le Parti russe, cette sentence valable universellement et depuis credo de tous les bureaucrates et apprentis bureaucrates : « *C'est le rôle de l'appareil du Parti, sous l'impulsion de la vieille garde bolchévique formée à l'école de Lénine et à l'école de deux révolutions (1905 et 1917) de s'opposer activement à toute déviation.* » Ceci sera confirmé par Ferrat qui, dans son *Histoire du PCF*, soulignera qu'une des tâches essentielles que le 5^e congrès de l'IC a fixé au PCF est la « *fondation d'un véritable appareil du Parti.* » Loin de nous l'idée de contester le besoin d'un appareil pour un parti révolutionnaire mais celui-ci doit rester à sa place ; c'est-à-dire au service de la politique du parti. Cette politique étant élaborée par les militants du parti. Avec le recul du temps et les expériences historiques qui ont suivies, ici et là, qui aujourd'hui ne partagerait pas l'inquiétude exprimée par Marguerite Rosmer dans une lettre du 11 avril 1924 à Humbert-Droz : « *Nous sommes mal engagés et dévorés par les fonctionnaires qui sortent de tous les côtés, qui sont dans la grande majorité incapables, dépourvus de sens politique et qui se rangent toujours du côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage.* »

Les origines de cette phase de construction du PCF sont à rechercher d'une part dans la lutte qui se déroule alors à la direction du Parti russe [23] et d'autre part dans le compromis de Tours. La « bolchévisation » est une des principales conséquences de l'échec de l'Octobre allemand de 1923. Ce n'est qu'être fidèle à l'histoire que de dire que Lénine considérait l'Octobre russe de 1917 comme le prélude de la révolution mondiale et plus particulièrement de la révolution en Europe. Le dernier congrès de l'IC du vivant de

Lénine déclare : « *Le 4^e congrès mondial rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays, mais dans le cadre international, en tant que révolution prolétarienne mondiale.* » [24] Or, la fin de l'année 1923 sera marquée par l'échec de la révolution bulgare et surtout par celui de la révolution allemande.

L'occupation de la Ruhr par l'armée française ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences révolutionnaires. L'échec de la résistance passive prônée par le gouvernement allemand laissait la bourgeoisie dans un cul-de-sac, à moins que le Parti communiste allemand ne tire pas toutes les conclusions que la situation imposait. C'est ce qui se produit. L'échec de l'Octobre allemand est avant tout celui de la direction de l'IC. Ainsi Staline, dans une lettre du 7 août 1923 à Zinoviev et Boukharine, osait écrire : « *Selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les stimuler.* » Mais, la *Pravda* du 25 mai 1924 tirait une conclusion plus proche de la situation réelle de 1923 : « *Il est clair qu'alors le Parti communiste [allemand] avait avec lui la majorité de la population ; il aurait pu combattre avec toutes les chances de réussir.* » Mais cela arrive trop tard ; par contre cela illustre les variations brusques dont le stalinisme sera coutumier du fait par la suite.

La principale conséquence de cet échec sera ce que l'on pourrait appeler la « fin » des possibilités concrètes de développement de la révolution européenne. Ce sera l'acte de naissance du dogme du « *socialisme dans un seul pays* ». Qui dit socialisme dans un seul pays, dit pas besoin de parti mondial de la révolution. La transformation de la 3^e Internationale sera le fait de la « bolchévisation ». Zinoviev commencera le travail, il fera le plus difficile et Staline achèvera la besogne jusqu'à dissoudre, en 1943, sur l'autel de la coexistence pacifique, une organisation internationale devenue inutile.

La construction du parti révolutionnaire compromise

Si dans le jargon du mouvement ouvrier militant il existe un mot dont le sens est particulièrement ambigu, c'est bien celui de « bolchévisation ». Avant tout, nous ne résistons pas au plaisir de rappeler ce que Lénine pensait du terme « bolchevik » : « *Ce nom est absurde et barbare* » qui « *n'exprime absolument rien, sinon ce fait accidentel qu'au congrès de Bruxelles-Londres, en 1903, nous eûmes la majorité.* » Ironique, il ajoutait « *peut-être proposerais-je aux camarades un "compromis" : celui de nous appeler Parti communiste tout en gardant, entre parenthèse, le mot "bolchevik".* » [25] Voilà une parenthèse qui aura fait parler d'elle après la mort de Lénine.

L'année 1923 sera pour la section française de l'IC le début de son véritable dégageant du réformisme social-démocrate. Si le congrès de Tours avait sanctionné la rupture organisationnelle avec les sociaux-démocrates, il n'aurait pas pour autant créé un authentique parti communiste. La SFIC n'apparaissait pas totalement déglacée de la SFIO, au point que des militants ouvriers comme Monatte ou Monmousseau restaient volontairement à l'extérieur. L'année 1923 sera marquée par l'épreuve du feu pour la SFIC : la lutte contre l'occupation de la Ruhr par les troupes de l'impérialisme français. Cette lutte fut conduite de façon révolutionnaire et internationaliste qui valut aux militants du PCF et des JC de subir une terrible répression. 1923, ce sera également le

départ de Frossard et surtout l'arrivée des syndicalistes révolutionnaires qui restaient encore hors du PCF. Sans exagération on peut considérer, avec Trotsky, cette année comme la véritable naissance du Parti communiste en France : « *Les plus grandes difficultés l'attendent encore, mais on peut dire avec confiance, en toute certitude qu'un parti communiste authentique existe, vit et grandit en France.* » [26]

Cet élan fut brisé par les débuts de la « bolchévisation ». Aux pratiques, déjà décrites, il faut ajouter le dénigrement des luttes menées par le PCF en 1923-24. Dans *Les Cahiers du bolchévisme* du 15 juin 1925, sous la signature d'Alfred Lepetit (pseudonyme du représentant de l'IC Guralski) on peut lire : « *Il n'y a jamais eu en France de Parti communiste actif et travailleur.* » Dans le numéro du 1^{er} juillet 1925 de la même revue ; André Marty, sans dire un mot sur l'action contre l'occupation de la Ruhr, écrit : « *La guerre nous a surpris sans que nous possédions une littérature claire à l'usage des soldats et des marins.* » En 1929, Sémard confirme dans une brochure cette version déformée : « *Les chefs de la gauche (Souvarine, Treint et autres) et ses cadres décidés à lutter contre l'opportunisme de Frossard et de ses amis n'étaient aucunement aptes par ailleurs à se lier au mouvement ouvrier français et à le diriger. (...) Au Conseil national de Boulogne (janvier 1923) on pouvait croire que, guidé par une direction où les éléments de gauche dominaient, le Parti était devenu un bon parti communiste. Une année allait suffire pour démontrer qu'on n'en était pas encore là.* » [27]

Dernière observation sur la « mutation » de l'époque, elle concerne la composition du PCF et surtout de sa direction. Fait remarquable, Ferrat note que dans cette période le taux de renouvellement des effectifs du PCF fut de 70 %. Au niveau de la direction, c'est le même phénomène qui se produit. Le poids des « fondateurs » va en diminuant. Au congrès de Clichy en 1925, les nouveaux membres du Comité directeur représentent 57 % de cette instance et ceux d'avant 1923 seulement 24 %. A celui de Lille, en 1926, les nouveaux représentent 61 % du Comité directeur et les « anciens » seulement 14 % et on ne compte plus qu'un membre du Comité de la 3^e Internationale : Vaillant-Couturier [28]. Par contre Cachin, l'homme du centre, le social-patriote de 1914, est toujours là et passera toutes les phases d'évolution du PCF jusqu'à sa mort en 1958.

Tel est l'état organisationnel et idéologique du PCF. Le *Manuel d'histoire du PCF*, publié par la direction en 1964, considère qu'à cette période le PCF « *commence à se forger une direction collective vraiment ouvrière et à se débarrasser des fractions organisées à l'intérieur de ses rangs.* » dans les faits, c'est relativement exact. Mais à quel prix ? Le prix c'est l'élimination de la gauche communiste et la prise du pouvoir par le vieux centre réformiste lequel entrera le plus naturellement du monde en communion avec les centristes de Moscou. Le prix c'est, également, l'interruption du processus de construction d'un parti révolutionnaire. Le parti qui sort de cette période entre dans la phase du réformisme de type stalinien. S'il ne change pas de nom, il n'est plus tout à fait cette section de l'IC à laquelle aspiraient les militants du Comité de la 3^e Internationale, comme Raymond Lefebvre, Jules Lepetit et Marcel Viergeat délégués à part entière au 2^e congrès de l'IC en juillet 1920. [29]

Cela vient confirmer l'opinion de Rosmer, Monatte et Delagarde après leurs exclusions : « *Nous avons donné notre*

adhésion à l'Internationale communiste ; nous ne connaissons pas de « léninisme » ou de « trotskysme ». Lénine vivant, l'Internationale a été assez vaste pour embrasser Trotsky et le soit-disant trotskysme, ainsi que l'opposition ouvrière russe et de par le monde de nombreux éléments venus du syndicalisme révolutionnaire.

Le léninisme sans Lénine nous fait peur. Sous le couvert d'un nom que nous vénérons certainement autant et peut-être davantage que ceux qui se réclament de lui tout en piétinant ses dernières recommandations on travaille à défaire, à délier le faisceau révolutionnaire international que Lénine s'était employé à lier.

Dans tous les pays, des symptômes de malaise et de dissociation se manifestent. Si l'on y prend garde, sous la bannière du léninisme on marchera à une régression de l'Internationale, à un affaiblissement de ses forces, à un étriquement de sa pensée. » [30]

La prise du pouvoir par le centre

Le parti né à Tours n'est pas encore tout à fait un parti communiste. Il est le produit d'un compromis, d'un double pari sur l'avenir; celui de la gauche qui pense pouvoir construire ce parti en s'appuyant comme elle l'avait fait jusque là sur la lutte de classe et celui du centre qui, surfant sur l'immense impact de la révolution russe, restait à la direction du parti. Point de vue a posteriori ? Pas si sur. Écoutons un des membres de la gauche communiste de l'époque. Dans le numéro du 1^{er} mars 1922 de la revue *Clarté*, Vaillant-Couturier écrit : « *Une machination sans portée, échafaudée par les éléments opportunistes du parti, avait rassemblé, sous le nom de Comité pour la reconstruction de l'Internationale, tous ceux qui, habitués davantage aux manœuvres politiciennes qu'à la netteté dans les idées, s'efforçaient de croire qu'une paix boiteuse était possible entre les éléments irréductiblement antagonistes du Parti et de l'Internationale. C'est avec eux ou, du moins, avec leur gauche que le Comité de la III^e Internationale, dont les principaux leaders étaient emprisonnés sous l'inculpation de complot eut à négocier. Participant à la fois de la droite et de la gauche, ces éléments mixtes, ralliés à la III^e Internationale au retour de Russie de Cachin et de Frossard, devaient fatalement apporter dans le futur parti communiste en même temps que leur stock de popularité tout leur bagage de traditions opportunistes et démocratiques. La gauche communiste n'ignorait pas cela. Elle acceptait ses alliés nouveaux avec le ferme espoir de les convertir. Au surplus, ces alliés lui apportaient les avantages d'un personnel politique exercé. La gauche et l'Internationale leur firent de nombreuses, nécessaires et dangereuses concessions. Ce furent donc les opportunistes de la veille, ceux qui appartenaient par toute leur formation à l'ancien monde socialiste qui entreprirent la tâche principale de propager en vue du congrès de Tours l'idéologie des éléments nouveaux.* »

L'opinion exprimée par Vaillant-Couturier est celle du Comité de la III^e Internationale. Dans un premier temps celui-ci décide de maintenir son activité et que sa disparition sera possible dès que « *le parti sera devenu un parti communiste.* » (15 BC 20 janvier 1921). Le Comité mettra fin à son activité le 31 octobre 1921, à la demande de l'Exécutif de l'Internationale, même si son but n'était pas encore complètement atteint.

Avec le recul du temps on peut dire que cette décision fut une erreur. Le centre prend sa revanche après l'exclusion des

« zinoviévistes » qui, eux, ont réussi là où il avait échoué en 1922 : éliminer du PCF la gauche issue du Comité de la 3^e Internationale. Le centre était désormais libéré du compromis qu'il avait dû passer au congrès de Tours. Rallié en paroles, le centre n'a jamais vraiment changé politiquement, le communisme n'était qu'un bon slogan pour conserver la direction du Parti et plus si possible. Cela sera assez bien illustré sur la « mutation » du front unique auquel le centre rechignait en union de la gauche au sommet à partir de 1934. Voici comment, dans la préparation du congrès de 1922, s'exprime Cachin : « *Est-ce la discussion sur le front unique qui va nous scinder en deux groupes irréductibles ? Je veux rappeler ici une formule décisive de Trotsky 'Il s'agit de conquérir l'âme du prolétariat de toutes les manières.'* La conquête de cette âme des prolétaires, c'est le but et il importe seul ; quant aux formes que nous emploierons pour cette conquête, le front unique en est une au sujet de laquelle nous avons élevé en France des réserves. » [31] Il n'y aura plus de réserve, et sûrement une réelle satisfaction quand, lors de la réunion du 14 juin 1934 de l'exécutif de l'IC Manouïlski déclara : « *Nous devons avoir un programme de lutte concret : ni la dictature du prolétariat, ni le socialisme mais un programme qui amène les masses à lutter pour la dictature du prolétariat et le socialisme.* » [32] Voici instaurer la notion d'étapes pour parvenir à un but désormais considéré contre quasiment inatteignable.

Pour préciser les convergences idéologiques entre le centre et celui qui est en train de prendre le pouvoir à Moscou, rappelons les positions défendues par Staline en mars 1917. Sur le gouvernement provisoire issu de la révolution de février il adopte une position qu'on pourrait qualifier de centriste : « *Dans la mesure où le gouvernement provisoire consolide les progrès de la révolution, il faut le soutenir ; dans la mesure où ce gouvernement est contre-révolutionnaire, il est inadmissible qu'on le soutienne.* » [33] Quels ravages fera dans l'histoire du mouvement ouvrier ce pseudo-dialectique « dans la mesure où ». Sur la question de la guerre, que le gouvernement provisoire veut continuer, Staline propose de « *faire pression sur le gouvernement provisoire en exigeant qu'il se déclare d'accord pour l'ouverture immédiate de pourparlers de paix.* » [34] Enfin il limite les objectifs de la révolution à l'élection sans tarder de l'Assemblée constituante qui dit-il est la « *seule institution faisant autorité pour toutes les couches de la société et susceptible de couronner l'œuvre de la révolution.* » [35]

En France, la « bolchévisation » aura poursuivi et atteint deux objectifs : discréditer Trotsky et écraser dans le PCF les syndicalistes révolutionnaires. Courant 1923-24, les faits viennent attester que le PCF développa une pratique révolutionnaire comme l'illustre la lutte contre l'occupation de la Ruhr par l'impérialisme français et qui restera une de ses actions les plus glorieuses. Quant à la question de savoir pourquoi les ouvriers se sont encore tournés vers le PCF après la « bolchévisation » c'est, comme le soulignait Souvarine en 1922, que le centre ne manque pas d'un certain flair politique. Il prouva qu'avec une phraséologie à consonance révolutionnaire il n'est pas impossible de ne jamais préparer la classe ouvrière à la révolution.

Pour tout communiste, membre ou non d'une organisation se réclamant du communisme, qui refuse de se résigner à l'absence de parti communiste, démocratique et révolutionnaire il n'y a pas d'autre tâche que de reprendre le processus de Tours avant que le centre ne l'enterre. Pour cela

même si elle n'apportera pas de solutions prête à l'emploi, la connaissance de notre histoire est indispensable.

Emile Fabrol

Cet article est une nouvelle version, revue et augmentée, de l'article publié dans *Prométhée* (numéro 1, 2^e trimestre 1989), puis dans *Les Cahiers Léon Trotsky* (numéro 41, mars 1990) et traduit en anglais dans *Trotsky and the origins of trotskyism* (Francis Boutle Publishers, 2002)

- 1.- Lénine, *Note d'un publiciste*, Œuvres, tome 33, page 211.
- 2.- Cité par Louise Bodin dans *Le Drame politique du congrès de Paris*, Éditions des cahiers communistes, 1922.
- 3.- Le *Bulletin communiste* fut fondé le 1^{er} mars 1920 comme organe du Comité de la 3^e Internationale et devint l'organe du PCF le 10 novembre 1921.
- 4.- *Bulletin communiste* du 5 avril 1923.
- 5.- *La Révolution prolétarienne*, numéro 1, janvier 1925.
- 6.- *Bulletin communiste* du 18 avril 1924.
- 7.- *Bulletin communiste* du 9 mai 1924. Quand Monatte écrit « *la présence et l'action des ouvriers auraient tonifié le Parti* » nous rétablissons ses propos exacts suite à une rectification du *Bulletin communiste* du 16 mai 1924. La première version indiquait « *terrifié le Parti* » (sic).
- 8.- Archives Humbert-Droz.
- 9.- Nous avons publié le programme du PCF pour ces élections dans *Prométhée*, 1^{er} trimestre 2002, juste avant les élections présidentielles et législatives de l'an passé. Envoi du numéro pour 4 €.
- 10.- Cité par André Ferrat dans *Histoire du PCF*, 1931.
- 11.- Dans un article intitulé *Nos crimes* (*Bulletin communiste* du 7 mars 1924) Souvarine rétablit les faits : 22 reproductions de textes de la majorité du Parti russe contre 5 pour l'opposition.
- 12.- On sait ce qu'il advint du Parti polonais, il fut intégralement décimé par le stalinisme.
- 13.- Voir l'article *La fondation du PCF* publié dans *Prométhée* du 2^e trimestre 2000. Envoi contre 4 €.
- 14.- *La Vie ouvrière* reparaîtra le 30 avril 1919 après cinq ans d'interruption. Dans *la Lutte syndicale*. Maspéro, 1976, page 160
- 15.- Citée par Rosmer dans *le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*. Tome 2, page 201
- 16.- Archives nationales, F7- 13-091
- 17.- Albert Thomas est un dirigeant de la SFIO)
- 18.- La totalité des questions est reproduite par Annie Kriegel dans son livre *Aux origines du communisme français*. Flammarion, 1969, page 263
- 19.- Cité par Annie Kriegel dans son livre *Aux origines du communisme français*. Flammarion, 1969, pages 178 et 179
- 20.- Cité par André Ferrat dans *Histoire du PCF*, 1931.
- 21.- Allusion au fait que Treint était sous-officier de réserve.
- 22.- Thèses publiées dans le *Bulletin communiste* du 28 mars 1924.
- 23.- Dans son livre *Autour de la « bolchévisation » du PCF dans la classe ouvrière française et la politique* (1980) Danièle Tartakovsky note que la « bolchévisation » est « *l'instrument dans la lutte que mène le triumvirat (Zinoviev-Kamenev-Staline) contre Trotsky.* ».
- 24.- *Les quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, réédition Maspéro, 1969, page 166.
- 25.- Lénine, Œuvres, tome 25, page 492.
- 26.- En date du 25 mars 1923, introduction de Trotsky à son livre *Le Mouvement communiste en France*. Éditions de Minuit, 1967, page 275.

27.- Pierre Séward, *Dix ans de luttes pour la révolution mondiale*, 1929. Rappelons que Séward sera élu au Comité central au 3^e congrès en 1924.

28.- Pourcentages établis d'après les chiffres donnés par *Le PCF étapes et problèmes*, Éditions sociales, 1981.

29.- Ils périrent en mer lors de leur retour en France.

30.- La Révolution prolétarienne numéro 1, janvier 1925.

Quand les auteurs évoquent les « dernières recommandations » de Lénine, il s'agit de son testament dont Rosmer avait eu connaissance à Moscou et dont la direction du PCF ne soufflait mot

31.- *Bulletin communiste* du 12 octobre 1922.

32.- Préface de *L'Internationale communiste et la lutte contre le fascisme et la guerre*, Éditions du progrès, 1980, page 11.

33.- Cité par Trotsky, *La Révolution russe (février)*.

34.- La *Pravda* du 16 mars 1917. Cité dans le tome 3 des œuvres choisies publiées en 1976 par Norman Béthume Éditeur.

35.- La *Pravda* du 18 mars 1917. Cité dans le tome 3 des œuvres choisies publiées en 1976 par Norman Béthume Éditeur.

Alfred Rosmer itinéraire d'un révolutionnaire

A LA VEILLE de la déclaration de la première guerre mondiale, trois jours après l'assassinat de Jaurès, le 2 août 1914 à la salle Wagram, Cachin déclarait « *il faut accomplir maintenant, comme le proclamait Jaurès, tout notre devoir envers la patrie (...) Nous promettons défaire à la fois tous nos devoirs de Français et de socialistes fidèles à l'Internationale.* » Les choses étaient on ne peu plus claires. L'Internationale venait de sombrer, dans le chauvinisme, chaque section prenant le parti de sa propre bourgeoisie en guerre. Cachin promettait d'envoyer les ouvriers français à la boucherie impérialiste. Jouhaux, secrétaire général de la CGT, acceptait une mission de commissaire de la nation, les députés socialistes votaient les crédits de guerre, Sembat et Guesde - Guesde le "marxiste" de la SFIO - devenaient ministres, Hervé malgré son violent antimilitarisme se faisait « *crieur chauvin sur la place publique* » selon l'expression de Zinoviev.

C'était l'aboutissement logique de longues années d'opportunisme. Lénine écrivit, en 1915, « *le social-chauvinisme et l'opportunisme ont le même contenu politique : la collaboration de classe, le reniement de la dictature du prolétariat, la renonciation aux actions révolutionnaires, la servilité devant la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie (...)* Le social-chauvinisme est l'opportunisme achevé. » [1]

En France, ils ne furent pas nombreux les militants ouvriers qui résistèrent à l'ouragan du chauvinisme détruisant tout sur son passage de l'indépendance politique de la classe ouvrière à l'internationalisme en passant par les résolutions des congrès socialistes mondiaux de Stuttgart, Copenhague et Bale. Ces derniers avaient pourtant appelé le prolétariat à empêcher la guerre impérialiste, et si elle devait néanmoins éclater la faire cesser en utilisant « *de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter le chute de la domination capitaliste.* » [2]

C'est autour de la *Vie ouvrière* (VO), journal fondé par Monatte en 1909, au 96 quai de Jemmapes à Paris, que se retrouvaient ceux qui refusaient d'entrer dans l'union sacrée. Monatte, Rosmer et leurs camarades étaient des syndicalistes révolutionnaires. Ils n'avaient jamais caché leur aversion pour le parlementarisme de la social-démocratie officielle. Ils étaient convaincus, dans la continuité de la Commune de Paris et la 1^{ère} Internationale que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Mais ils n'étaient ni de vulgaires spontanéistes ni des anarcho-syndicalistes. Dans sa thèse, *Aux origines du communisme français*, Annie Kriegel dit que la VO était une

« *formation originale d'un secteur du mouvement ouvrier (...) socialement, c'est un alliage spécifique d'intellectuels et d'ouvriers; nationalement, c'est une centrale d'information largement ouvertes aux expériences étrangères; idéologiquement, c'est l'incubateur du syndicalisme révolutionnaire.* »

Ceci est correct, mais incomplet. Nous ajouterons que le groupe de la VO représentait cette tradition de lutte directe de la classe ouvrière. Il représentait cette avant-garde qui refuse les compromissions et autres contorsions qui conduisent un jour ou l'autre à l'abandon du terrain de classe. Écoutons à ce sujet Rosmer : « *Syndicalistes révolutionnaires et socialistes des partis de la 1^{ère} Internationale suivaient deux voies différentes. Même les démonstrations communes organisées contre le danger de guerre quand la menace s'en précisait ne pouvaient faire disparaître les divergences qui les opposaient ; elles les atténuaient à peine. Les syndicalistes révolutionnaires poursuivaient leur activité et la réalisation de leurs objectifs immédiats ou lointains, par l'action directe de leurs organisations; ils ignoraient ou dénonçaient les opérations parlementaires du parti socialiste dont les dirigeants ne leur inspiraient nulle confiance. Sans doute les socialistes russes échappaient à cette condamnation globale et définitive, on les savait d'une autre trempe ; on ne pouvait nier qu'ils fussent révolutionnaires, et avec eux les divergences ne pouvaient être que de méthodes ; ce n'est pas à eux qu'on aurait pu reprocher de se servir du socialisme pour faire carrière* » [3].

En réalité, la VO fut « *l'incubateur* » du communisme en France, c'est ce qu'avaient compris Lénine et les bolcheviks qui tenaient, à tout prix, les voir adhérer à l'IC.

C'est ce groupe que devait rencontrer Trotsky lors de son séjour à Paris, où il était officiellement correspondant de guerre du journal libéral *Kievskaja Mysl* et où il animait, dans un premier temps avec Martov, un quotidien socialiste en langue russe *Nachè Slovo* qui devait subir régulièrement les effets de la censure gouvernementale. De la rencontre entre *Nachè Slovo* et la *Vie ouvrière* naquit une collaboration politique étroite. L'horizon du petit groupe d'internationalistes français s'élargissait comme l'exprime Rosmer évoquant la rencontre avec Trotsky : « *Nous eûmes tous l'impression que notre groupe venait de faire une recrue remarquable ; notre horizon s'élargissait ; nos réunions allaient prendre une nouvelle vie ; nous éprouvions un grand contentement.* » [4]. Les deux groupes préparèrent ensemble la conférence de Zimmerwald, où les représentants français furent Merrheim et Bourderon. Rosmer ne put y participer comme c'était prévu car il fut mobilisé à ce moment-là.

Les effets de la mobilisation, qui épargnèrent passablement les dirigeants majoritaires de la CGT, entraînent la suspension de la VO. Avant d'être mobilisé, Monatte démissionna du comité confédéral de la CGT. Dans sa lettre de démission il met l'accent sur deux points fondamentaux : l'indépendance politique de la classe ouvrière et l'internationalisme. Sur le premier point, Monatte déclare : « *Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats. Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont les nôtres, qui sont notre raison d'être.* » Sur le second point, Monatte précise : « *Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sangs d'aujourd'hui, peut l'y mener. Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent.* » Ces paroles retentissent encore aujourd'hui même si les situations historiques et politiques sont loin d'être rigoureusement les mêmes.

Le tournant de Zimmerwald

Mais que fut cette conférence de Zimmerwald, tenue en Suisse du 5 au 8 septembre 1915 ? Rosmer écrira [5] « *Zimmerwald devient un de ces mots chargés de sens qu'il suffit de prononcer pour provoquer les différenciations fondamentales.* » En effet, un an après le déclenchement de la guerre et dans une période où toute victoire rapide relevait de la propagande guerrière, Zimmerwald est la première manifestation du courant international contre cette guerre. 38 délégués de 12 pays (Allemagne, Angleterre, Bulgarie, France, Hollande, Italie, Norvège, Pologne, Roumanie, Russie, Suède et Suisse) se rassemblèrent suite aux démarches des socialistes italiens et suisses. Après une discussion parfois vive, comme il se doit entre militants ouvriers qui ont vraiment un point de vue à défendre et qui ont horreur des résolutions restées lettres mortes, un manifeste fut adopté à l'unanimité. Les bolcheviks ayant vu leur projet mis en minorité votèrent le texte rédigé par Trotsky. Lénine écrira : « *Le manifeste adopté marque un pas en avant vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais en même temps, comme l'indiquera notre analyse, il pêche par inconséquence et insuffisance* » [6]

Certes, le manifeste déclare que « *la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme* », il désigne clairement les responsables : « *les gouvernements - monarchiques ou républicains - , la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise.* » Il flétrit les socialistes sombrés dans l'union sacrée ayant « *accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités.* » S'il souligne que la nécessaire lutte pour la paix est aussi la lutte pour le socialisme, il reste vague sur ce sujet. Et surtout il ne s'engage pas nettement pour la mise en chantier d'une 3^e Internationale dédagée de l'opportunisme. Il se contente - si l'on peut dire - d'affirmer « *nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales* » dans le mouvement ouvrier. Mais, dans le contexte de 1915, c'est déjà énorme. Rosmer écrira plus tard [7] « *La première étape, celle du travail ingrat et difficile est achevée.* » La censure bourgeoise et les sociaux-chauvins ne se trompèrent pas sur le sens profond de la conférence de

Zimmerwald. Un exemple, *l'Humanité*, du 9 novembre 1915, sur le ton de la calomnie, d'une calomnie que l'on réentendra à maintes reprises, condamne en ces termes les réunions tenues par Merheim et Bourderon « *ils s'étaient rendus sans aucun mandat du parti, pour y conférer sur la question de la paix avec d'autres socialistes de pays neutres ou belligérants pour la plupart eux-mêmes sans mandat.* » En d'autres termes, ceux de Zimmerwald n'auraient représenté qu'eux-mêmes. Mais l'histoire leur a donné raison et l'actualité remet leur démarche politique à l'ordre du jour.

Le travail commencé à Zimmerwald se développa et se concrétisa politiquement à la conférence de Kienthal, tenue toujours en Suisse du 24 au 30 mai 1916. Le manifeste de Kienthal appellera les prolétaires à exiger « *la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes en guerre* » et à exiger également « *des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre* » Ces revendications étaient contenues dans le projet des bolcheviks à Zimmerwald. Quant à la résolution intitulée *l'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix*, elle jette les bases du programme de la future Internationale communiste sur cette question. Elle met en garde contre l'illusion « *tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire.* » Elle affirme un principe toujours d'actualité : « *En abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine en même temps que l'exploitation des masses par les classes dominantes l'oppression des peuples et, par le fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est en somme que la lutte pour la réalisation du socialisme.* » La question d'une nouvelle Internationale était finalement posée. Le projet commun de *Naché Slovo* et de *la Vie ouvrière* dit : « *Une nouvelle internationale ne pourra être édifiée que sur la base des principes inébranlables du socialisme révolutionnaire; à sa création, ne pourront prendre part les alliés des gouvernants, les ministres, les députés domestiqués, les avocats* » [8]

Après la conférence de Zimmerwald, le travail politique des minoritaires internationalistes se structura. Rosmer entreprit la publication de *la Lettre aux abonnés de la Vie ouvrière* [9], dont le premier numéro paraîtra le 1^{er} novembre 1915; Il marque la naissance du mouvement zimmerwaldien français. Cette lettre avait un format original, elle tenait dans une enveloppe afin de contourner la censure. Dans la première lettre, Rosmer écrit « *Si nous avons accepté de faire notre partie dans le chœur de ceux qui, subitement trouvèrent à la guerre des vertus, ces obstacles [il s'agit de la non-parution de la VO] eussent été facilement surmontés. Mais c'eut été pour vivre perdre toute raison de vivre.* » Puis il décrit la puissance de la propagande de la classe dominante en l'absence de toute forme d'indépendance de classe : « *Guerre libératrice, guerre de la civilisation contre la barbarie, guerre de races, guerre du droit, nécessité d'abattre le militarisme ennemi, guerre pour tuer la guerre, guerre pour le principe des nationalités, pour l'indépendance des petites nations, nous ne voyions rien de tout cela dans l'énorme conflit qui se déclenchait. Nous reconnaissons les clichés que les gouvernements ressortent au début de chaque tuerie et dont ils se servent les uns contre les autres. Georg Brandès rappelait, il y a quelques mois, dans une lettre à Clemenceau, qu'en 1870 on disait que cette guerre serait la dernière. Mais dans le désarroi où les plongèrent l'effondrement du socialisme et du syndicalisme, beaucoup de travailleur se raccrochèrent à l'une ou à l'autre de ces explications, qui leur apparaissaient comme une planche de salut. On leur offrait une contrefaçon d'idéal. Ils l'acceptèrent. Une presse unanime faussa insensiblement les*

jugements. Depuis, beaucoup d'entre eux se sont ressaisis : le simple développement des événements a suffi à leur ouvrir les yeux, à les mettre en face du vrai problème. »

Dans la troisième lettre (décembre 1916), Rosmer proteste en ces termes contre l'expulsion de Trotsky : « *Les gouvernements de pays belligérants, ceux de l'Entente comme ceux des Empires centraux, ont un même ennemi le zimmerwaldien, un même ami le socialiste domestiqué.* » Il épingle le ministre Sembat qui, le 7 août 1916 devant le Conseil national du Parti socialiste, avait interpellé les zimmerwaldiens en ces termes : « *Il m'apparaît qu'à mesure que notre position s'accroît, par une psychologie dont vous ne vous rendez peut-être pas compte, les événements se déforment grossièrement à vos yeux. Il y a là une déviation mentale sur laquelle j'appelle votre attention. Vous êtes d'une sévérité outrée pour la France et d'une complaisance singulière pour l'ennemi. (...) J'estime, pour mon compte, que la majorité a le devoir de réagir contre la propagande que la minorité organise avec une inlassable activité. Il ne faut pas laisser se prolonger cette sorte de corruption de l'esprit public en général et de l'esprit socialiste en particulier.* »

Il y avait là une sorte d'hommage du vice à la vertu. Au delà de la reconnaissance de l'action de la gauche zimmerwaldienne en France, nous retrouvons l'essence éternelle des arguments de ceux qui ont abandonné le terrain de lutte de la classe ouvrière contre ceux qui s'y maintiennent contre vents et marées. Aujourd'hui vous êtes des anormaux, demain vous faites le jeu de la bourgeoisie (Rosmer réplique ainsi à Sembat et Renaudel « *Après cela, il ne restait plus qu'à traiter les adversaires de boches* »), après-demain on vous fait fusiller ou assassiner.

Au retour en France de Merrheim et de Bourderon, à partir du groupe de la VO se constitua le Comité d'action internationale, qui se transforma, début 1916, en Comité pour la reprise des relations internationales (CRR) où progressivement, se retrouvèrent la minorité de la SFIO autour de Loriot, le Comité de défense syndicaliste d'inspiration anarchisante et animé par Péricat qui, en 1919, devait créer un éphémère parti communiste, les éléments radicalisés de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) et les intellectuels révolutionnaires regroupés autour du journal *Clarté*. En mai 1919, le CRR se transforme en Comité de la Troisième Internationale. Le CRR travaillait à la fois en direction de la CGT avec sa section "syndicale" et en direction de la SFIO avec sa section "socialiste".

Certes, il n'était pas politiquement homogène, Merrheim et Bourderon le quittèrent pour le marais centriste, Péricat pour l'ultra-gauche. Mais il sera le terreau de la régénération du socialisme en France, l'organisation qui défendra la Révolution russe, l'organisation qui sera invitée au congrès constitutif de l'Internationale communiste. Face à la trahison des Cachin, Jouhaux Guesde et consorts il aura sauvé l'honneur révolutionnaire de la classe ouvrière de France. Ceci n'aurait pas été possible sans l'existence et la constance de militants comme Rosmer qui n'avaient jamais trempé dans les magouilles de l'opportunisme.

Au moment où éclate la Révolution russe, les zimmerwaldiens français se portent immédiatement à ses côtés. Le CRR diffuse un tract où l'on relève le passage suivant : « *Camarades et amis, il ne suffit pas de glorifier le prolétariat russe. Il est de notre devoir et de notre intérêt de se ranger à côté de lui en bataille pour assurer sa victoire et pour transformer la Révolution russe en Révolution internationale.* » Ce tract s'achève sur l'appel suivant : « *Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leurs gouvernements de classe pour mettre à leur place les délégués et ouvriers et des soldats passés au peuple. La Révolution russe est le signal de la Révolution universelle. Et la*

Révolution universelle assurera le succès définitif de la Révolution russe, et à la guerre mondiale doit répondre la Révolution mondiale. Redoublons d'énergie et de zèle. Travaillons pour la Paix, pour la Révolution sociale ! Que partout, dans les usines, dans les faubourgs et dans les campagnes retentissent les cris : A bas la guerre ! A bas le capitalisme ! Vive la Révolution universelle ! »

La réaction d'un Cachin est tout autre. Celui qui avait déjà joué le rôle de commis voyageur de l'impérialisme français en Italie (après Zimmerwald), se rend en Russie pour obtenir du gouvernement de Kerensky l'engagement de poursuivre la guerre aux côtés de l'Entente.

Pour Rosmer, la Révolution russe c'est la rencontre avec le marxisme, pas le marxisme avili par les opportunistes d'avant 1914, mais le marxisme révolutionnaire grâce auquel les masses ouvrières ne montent plus seulement à l'assaut du ciel, mais prenant en main directement leurs affaires, détruisent la vieille machine de l'Etat bourgeois et instaurent leur Etat. Ceci le conduira naturellement à la nécessité du parti d'avant-garde. C'était l'aboutissement de toute son action jusqu'alors.

En 1919, *la Vie ouvrière* reconstituée sera l'organe, en France, de la défense conséquente de la Révolution russe, et de l'extension de la révolution en Europe, seule issue pour mettre fin au danger de guerre impérialiste. Elle sera, de fait, l'organe clé l'adhésion à l'IC. Dans le numéro du 30 avril 1919, Rosmer écrit « *la Vie ouvrière est allée à Zimmerwald et à Kienthal. Elle adhère de grand cœur à la Troisième Internationale.* » Cet engagement lui vaudra maintes fois de subir les coupes sombres de la censure gouvernementale. En mai 1920, Monatte, puis Loriot et d'autres dont Souvarine seront incarcérés et accusés du traditionnel complot contre la sécurité de l'Etat. La SFIO ne lèvera pas le petit doigt pour les défendre, ce que lui reprochera le bureau du 2e congrès de l'IC dans une lettre, du 26 juillet 1920, signée par Zinoviev, Lénine, Serati, Levi et... Rosmer.

Pour Rosmer, l'internationalisme ne sera jamais un mot creux, une conclusion pour les discours du dimanche, mais une constante. Face à l'intervention impérialiste contre la Russie des soviets il écrit dans la VO du 21 mai 1919 en s'adressant aux travailleurs de France : « *Penses-tu ce que serait pour le Russie et pour le monde la victoire de tous ces réactionnaires ? (...) Tous ces généraux de réaction n'ont de commun que la haine de la révolution. Triomphants, ils se battraient entre-eux.* » Au risque d'insister, l'on peut, aujourd'hui, paraphraser Rosmer et dire aux travailleurs des choses fort semblables. Des choses que Monatte explicite dans le numéro du 28 mai 1919 : « *des travailleurs de Petrograd et de Budapest en se battant pour eux se battent pour nous, pour toute la classe ouvrière. Laissons les abattre et nous verrons ce que nous pèserons ici. Laissons nos généraux démolir les soviets de Russie, de Hongrie et d'Allemagne et revenir triomphants de cette deuxième guerre contre les peuples et nous verrons quel sort sera fait à nos syndicats.* » [10]

La Révolution d'Octobre avait ouvert ce chemin. Rien ne devait le stopper. Tel était le sens de l'adhésion de Rosmer à l'IC, dont il fut le digne représentant de la classe ouvrière de France à son 2e congrès. Avec Zinoviev, Lénine, Trotsky et l'ensemble du comité exécutif il était signataire du télégramme au congrès de Tours, le fameux "télégramme de Zinoviev", dans lequel on lit : « *Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes* [11] *et qu'elle créera enfin à Tours le vrai parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes.* »

Ce parti, le parti de la révolution représentait pour Rosmer

l'achèvement de son engagement à Zimmerwald, de sa lutte contre la guerre impérialiste. Ce parti n'avait rien de commun avec celui qui l'exclura en 1924 parce qu'il n'admettait pas la bureaucratisation et la sclérose politique. En quelque sorte, à ce moment-là les Cachin et autres réformistes, qui n'étaient pas partis après le 4e congrès de l'IC, prenaient leur revanche grâce aux "bolchévisateurs". Ce parti, section d'une Internationale dégagée des réformistes et des bureaucrates, est toujours une nécessité. L'heure de la revanche de militants comme Rosmer va-t-elle enfin sonner?

EF

Cet article est une reprise – revue et augmentée – de l'article publié dans le numéro 5 (2^e trimestre 1990) de Prométhée.

- 1.- Oeuvres tome 21, pages 460 et 461
- 2.- Congrès de Stuttgart de la IIe Internationale, 1907, amendement de Lénine, Rosa Luxembourg et Martov
- 3.- *La Révolution prolétarienne*, octobre 1950 et *Les Cahiers Léon Trotsky*, décembre 1982
- 4.- Mêmes références que la note 3
- 5.- Rosmer, *le Mouvement ouvrier pendant la guerre mondiale*, 1936

6.- Oeuvres tome 21, page 398

7.- Même référence que la note 5

8.- Texte rédigé par Trotsky en collaboration avec Rosmer. In Rosmer le Mouvement ouvrier...

9.- Et ce contrairement à ce qu'affirme *le Manuel d'histoire du PCF* en 1964, qui fait de la VO l'organe de la Fédération CGT des Métaux. D'autre part, ce n'est pas «la France» dans son ensemble que Merrheim et Bourderon représentaient à Zimmerwald mais... la classe ouvrière de ce pays. Enfin, une phrase nous laisse interloqués. Parlant des dirigeants de la SFIO et de la CGT le Manuel écrit: «*Trahissant la classe ouvrière, ils trahissaient du même coup le véritable intérêt national.*» Cette petite phrase d'apparence anodine laisse transpirer le ralliement des réformistes stalinien à la "défense nationale" après la signature du pacte Lavai-Staline en 1935.

10.- Au début de son article, *Notre plus grande préoccupation*, Monatte polémiquait avec les dirigeants de la CGT plus prompts à s'occuper de «*la réforme du logement et l'organisation des loisirs*» et ce au détriment de leur devoir internationaliste au moment où les impérialistes français intervenaient aux côtés des armées blanches et que la manifestation au Mur des Fédérés fut une manifestation de solidarité avec les révolutions russe et hongroise.

11.- Il s'agit d'un compromis avec le centre «reconstructeur» représenté par Longuet qui soutenait en paroles la Révolution d'octobre mais qui rejeta devant les 21 conditions d'adhésion à l'IC.

Retrouvez-nous sur internet : <http://perso.orange.fr/gauchecomm>

Prennez contact avec nous, participez à notre activité : revue-communiste@voila.fr
ou **Prométhée BP 33 – 93001 BOBIGNY Cedex**

Aidez-nous : chèque à l'ordre de Prométhée ; CCP 19 360 42 Z Paris

Directeur de la publication : Emile Fabrol

ISSN : 1142-2254